

PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT – POLICE DE L'EAU

RECEPISSE DE DECLARATION

CONCERNANT LA REALISATION DE PRELEVEMENTS ISSUS D'UN FORAGE

sur le territoire de la commune de SAINS-LES-MARQUION

SCEA FRANCK CAPELLE

LE PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

VU le Code de l'Environnement et notamment le Livre II de la partie Législative et le Livre II, Chapitre IV de la partie Réglementaire ;

VU le décret du 16 février 2017 portant nomination de M. Fabien SUDRY en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), approuvé le 23/11/2015;

VU l'arrêté préfectoral n°2018-60-01 du 15 janvier 2018 portant délégation de signature à M. Denis DELCOUR, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais ;

VU le récépissé de déclaration délivré le 15 octobre 2010 au GAEC CAPELLE relatif à la création du forage dans le cadre de la rubrique 1.1.1.0 enregistré sous le n° 62-2010-00235;

VU le récépissé de déclaration délivré le 19 septembre 2014 au GAEC CAPELLE relatif à un prélèvement d'eau dans le cadre de la rubrique 1.1.2.0 enregistré sous le n°62-2014-00114 pour des besoins en eau souterraine à hauteur de 52 000 m³/an;

VU la déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement reçue le 22 mai 2019, présentée par la SCEA FRANCK CAPELLE, enregistrée sous le n°62-2019-00160 et relative à une demande d'augmentation de volume de prélèvement d'eaux souterraines par forage sur la commune de SAINS-LES-MARQUION;

VU l'extrait de délibération ayant permis le changement de nom de société ;

VU l'accusé de réception délivré le 22 mai 2019 ;

annule le récépissé de déclaration enregistrée sous le n° 62-2014-00114 concernant le prélèvement d'eaux souterraines à partir d'un forage à SAINS-LES-MARQUION délivré au GAEC CAPELLE le 19 septembre 2014;

et donne récépissé a : la SCEA FRANCK CAPELLE siégeant 103 route Nationale à MARQUION (62860), de sa déclaration concernant un prélèvement d'eau de 90 000 m³/an à 96,60 m³/h à des fins d'irrigation, au moyen d'un forage ayant pour coordonnées Lambert II étendu: X : 653 343, Y : 2 578 389, implanté sur la commune de SAINS-LES-MARQUION, en la parcelle cadastrée ZD 0026.

L'ouvrage constitutif de ces aménagements rentre dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques concernées de l'article R.214-1 du Code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales correspondant
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé de 90 000 m3/an étant supérieur à 10 000 m3/an mais inférieur à 200 000 m3/an relève du régime déclaratif (D).	Déclaration	11/09/2003

Le déclarant peut débuter son opération dès réception du présent récépissé et devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé. Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Copie de la déclaration et du présent récépissé sont adressées à la mairie de la commune de SAINS-LES-MARQUION où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et à la CLE du SAGE de la SENSEE pour information. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Pas-de-Calais durant une période d'au moins six mois.

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente et notamment au tribunal administratif de LILLE dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions en mairie de SAINS-LES-MARQUION;

2° Par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le Service de l'Environnement en charge de la police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages.

Le service en charge de la police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du Code de l'environnement.

En application de l'article R.214-40 du Code de l'Environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté avant réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

L'article R.214-40-3 du code de l'Environnement précise que, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, la déclaration d'un projet cesse de produire effet lorsque celui-ci n'a pas été mis en service ou réalisé dans le délai fixé par l'arrêté d'autorisation ou, à défaut, dans un délai de trois ans à compter de la date de déclaration, à défaut de quoi la déclaration devient caduque.

Les agents mentionnés à l'article L.172-1 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration, à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARRAS, le

20 JUIN 2019

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer
et par subdélégation
L'Adjointe au Chef de Service de l'Environnement

Pièces jointes :

- Plan de situation

- Prescriptions générales du 11/09/2003 relatives aux prélèvements



PRÉFECTURE DU PAS DE CALAIS

*Direction Départementale des Territoires
et de la Mer*

SCEA FRANCK CAPELLE

SAINS-LES-MARQUIONS

Plan de situation



